



## Choisir notre utopie européenne :

# que proposent les partis politiques européens ?

**L**es élections européennes sont l'occasion de grand-messes politiques qui donnent naissance à des manifestes électoraux communs. Bien sûr, ce sont des textes qui brassent large, cherchant à satisfaire toutes les composantes nationales des partis politiques européens, et qui édulcorent au passage les revendications les plus radicales. Mais ces manifestes européens sont intéressants à plus d'un titre car ils mettent en évidence les affiliations idéologiques de nos partis démocratiques et éclairent ainsi le positionnement des programmes nationaux sur l'axe politique gauche/droite.

N'en déplaise au candidat Jean-Claude Defossé de la liste Ecolo (interviewé lors d'un reportage du journal de la RTBF du 1<sup>er</sup> mai), les militants syndicalistes de la FGTB, et a fortiori de la CGSP wallonne, ne sont pas limités dans leur choix électoral entre le PS et Ecolo ! Dix<sup>1</sup> listes démocratiques se présentent pour le collège francophone et, parmi elles, sept forces politiques revendiquent un projet de gauche, avec les nuances qu'imposent la diversité idéologique et le choix des moyens d'action. Certaines ont un programme européen commun avec des partis de la gauche radicale dans les autres États membres (PC-GE et LCR-PSL), d'autres sont

des émanations plus nationales de la campagne européenne (MS, PTB+, Cap d'Orazio).

*Tribune* présente, ci-dessous, quelques morceaux choisis des programmes communs<sup>2</sup> des partis politiques européens.

► **Parti Populaire Européen (PPE), auquel est affilié le Centre Démocrate humaniste (CDh) : « Fort pour le peuple »**

Les démocrates-chrétiens européens tentent de se positionner au centre, entre deux dogmatismes comme ils les appellent : le socialisme qui « veut tout réglementer » et le libéralisme qui « veut tout abandonner aux seules forces du marché ». Mais ses cinq priorités résument un programme clairement de (centre-)droit : créer la prospérité pour tous ; faire de l'Europe un lieu plus sûr ; combattre le changement climatique ; relever le défi démographique ; unir l'Europe sur la scène mondiale. Vous cherchez la priorité sociale ? Ne cherchez plus, il n'y en a pas, ou plutôt si, la priorité sociale du PPE c'est de favoriser l'économie sociale de marché : les recettes socialistes sont dépassées, il faut préserver la compétitivité et la croissance durables (sic !). Mais on comprend mieux quand le PPE nous dit que cette crise économique et financière que nous vivons « exige de la compétence, de la détermination et une vision à long terme, et non une réponse idéologique » ! Et en appe-

ler aux valeurs « authentiques » de liberté, responsabilité et dignité de l'être humain, ce n'est pas idéologique ça ? Et choisir de faire payer les travailleurs pour renflouer les banques privées, ce n'est pas idéologique ça ?

Ainsi le CDh qui, sur le territoire wallon, se présente comme un parti centriste est membre du parti des conservateurs européens qui se positionne clairement à la droite de l'échiquier politique. Révélateur vous avez dit ?

► **Parti Socialiste Européen (PSE), auquel est affilié le Parti Socialiste (PS) : « Citoyens d'abord : un nouveau sens pour l'Europe »**

Les socialistes européens se revendiquent de gauche avec six propositions centrées sur une Europe forte et progressiste : relancer l'économie et éviter le retour des crises financières ; faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale ; mettre l'Europe en tête de la lutte contre le changement climatique ; parvenir à l'égalité des sexes en Europe ; donner à l'Europe une politique d'immigration pour le progrès ; faire de l'Europe un partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement.

Les socialistes veulent ainsi redéfinir clairement le clivage gauche/droite pour faciliter (sic !) le choix des électeurs. Ils chargent la barque des conservateurs, majoritaires au Parlement européen sous la dernière législature, mais oublient de rappeler que le Parlement européen a fonctionné sur base d'une alliance tacite entre les groupes du PPE et du PSE tant pour le partage de la présidence que pour le vote des grands dossiers législatifs. Et la référence à une société progressiste sans autre précision laisse la porte ouverte à des interprétations contradictoires :

<sup>1</sup> Nous ne présentons ici que les listes francophones : Parti Socialiste, Centre Démocrate humaniste, Mouvement Réformateur, Ecolo, Rassemblement Wallonie France, Parti du Travail de Belgique, Parti Communiste/Gauche Européenne, Mouvement Socialiste, Ligue Communiste Révolutionnaire/Parti Socialiste de Lutte, Cap d'Orazio (nous excluons d'emblée les deux listes d'extrême droite Front National et Wallonie d'abord).

<sup>2</sup> Ne sont présentés que les partis qui ont élaboré un programme européen commun avec des partis-frères dans d'autres États membres de l'Union européenne, ce qui écarte les listes R.W.F., MS, PTB+ et Cap d'Orazio.

quel contenu donne-t-on à ce « progrès » ? Le flou reste de mise, et ce n'est jamais à l'avantage du travailleur ! L'analyse du programme du PSE le place donc au centre-gauche alors que le PS belge se déclare à la gauche du MR, du CDH et d'Ecolo, notamment dans une lettre ouverte au MR et aux partis libéraux européens (*Le Soir*, 15/04/2009). Les présidents du PS, SPA et PSE y déclarent leur engagement à préserver des « services publics essentiels », mais c'est encore trop restrictif : à quand le renforcement de tous les services publics pour assurer une redistribution égalitaire des richesses ?

► **Parti Européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs (ELDR), auquel est affilié le Mouvement Réformateur (MR) :** « *Les 15 priorités des Libéraux européens pour les élections du Parlement européen* »

Les libéraux et démocrates européens se sont mis d'accord sur un manifeste en quatre points : libertés civiques ; marché unique, croissance et emploi ; environnement et politique énergétique ; élargissement et affaires étrangères. Point de social au programme, rien d'étonnant... Mais le danger vient de plus loin, de la revendication libérale d'une cinquième liberté de circulation - « la libre circulation des savoirs » - et de l'appel à « un marché unique renforcé et élargi dans les domaines de l'énergie, des services postaux, des services financiers, des chemins de fer et des soins de santé, tout en facilitant la libre circulation des services et des travailleurs » (sic !). La CGSP wallonne s'insurge contre ce programme qui sape les services publics et organise leur démantèlement à l'échelle européenne !

Nul ne sera étonné de voir le MR se féliciter de ce programme européen qui nie les systèmes sociaux et le rôle des services publics.

► **Parti Vert Européen, auquel est affilié Ecolo :** « *Un New Deal Vert pour l'Europe* »

Les Verts européens organisent une véritable campagne commune autour

de trois thématiques : l'énergie et l'environnement ; la mondialisation et les questions sociales ; la démocratie et les droits de l'homme. Leur manifeste prend acte de la fin d'un système de dérégulation extrême qu'il faut changer de fond en comble en investissant notamment dans des technologies et des emplois verts. Ce n'est donc pas le système capitaliste, inégalitaire par nature, qui est dénoncé mais les abus et excès de ce système capitaliste qu'il s'agirait d'encadrer. Au manifeste socialiste qui ne veut pas que les droits sociaux des travailleurs soient mis en concurrence, le manifeste écologiste répond qu'il faut carrément renforcer les droits sociaux et du travail. Mais tous deux, dans leur défense des services publics, mentionnent les « services d'intérêt général » bien plus que les « services publics » !

Si Ecolo reprend les grands points du manifeste des Verts européens, il rappelle également, à l'instar des autres grands partis, son attachement à la ratification du traité de Lisbonne que la CGSP wallonne condamne pour sa frilosité sociale. Parmi les programmes européens communs présentés aux électeurs francophones, seuls le Parti de la Gauche Européenne et la Gauche Anticapitaliste Européenne refusent le traité de Lisbonne et son entérinement de la primauté des libertés économiques.

► **Parti de la Gauche Européenne (PGE), auquel est affilié le Parti Communiste (qui présente une liste PC-GE) :** « *Ensemble pour changer l'Europe !* »

La gauche européenne établit son programme autour de trois axes revendicatifs : pour une économie sociale et écologique en Europe ; pour une Europe de paix et de coopération ; pour une Europe démocratique et égalitaire.

Sur base de cette plate-forme commune, le PC Wallonie-Bruxelles a développé dix thématiques de campagne dont certaines recourent les revendications portées par la CGSP wallonne (dont la réduction collective du temps de travail sans perte de

salaire et avec embauche compensatoire, une taxation européenne du capital et une plus grande progressivité de l'impôt). Mais la CGSP wallonne ne peut que déplorer l'amalgame établi entre « secteur public » et « service public » et la confusion anarchique entre secteur public, services publics, biens publics, appropriation publique, pôles publics, caractère public, statut public... Devant cette incompréhension manifeste des enjeux des services publics, il faut s'interroger sur la capacité du PC à pouvoir les défendre...

► **Gauche Anticapitaliste Européenne (GACE), dont sont membres la Ligue Communiste Révolutionnaire (ex-Parti Ouvrier Socialiste) et le Parti Socialiste de Lutte (qui présentent une liste commune LCR-PSL) :** « *Ce n'est pas aux peuples et aux travailleurs de payer la crise, mais aux capitalistes !* »

Le pôle anticapitaliste européen propose un plan d'urgence social et démocratique pour rompre avec la logique capitaliste.

La liste commune belge revisite les trois axes autour de trois revendications-phares : contre la crise et l'Europe du capital ; pour une Europe éco-socialiste ; pour une Europe démocratique, égalitaire et solidaire. Le programme étoffé de trente pages entend notamment défendre et étendre les services publics, imposer la justice fiscale, assurer le plein-emploi par des politiques coordonnées et généralisées de réduction collective du temps de travail sans flexibilité ni perte de salaire et avec embauches compensatoires massives... Le dernier programme présenté n'est donc pas le moins intéressant.

Sous la dernière législature 2004-2009, nos choix citoyens francophones s'étaient portés sur 4 socialistes, 3 libéraux, 1 démocrate-chrétien et 1 écologiste. Et si cette fois, nous faisons clairement pencher la balance vers la gauche ? Est-ce vraiment une utopie ?